

## Situation économique et sanitaire avec la pandémie de coronavirus dans l'Océan Indien au 16 juillet 2021 (n°69)

### Madagascar



ACTUALITÉ & REPORTAGES

MADAGASCAR

11 juillet 2021



#### EPIDEMIE – Le Premier ministre annonce 13 mesures sanitaires pour les 15 prochains jours dont la prolongation de 15 jours de l'état d'urgence sanitaire

Madagascar reste en état d'urgence sanitaire pour les 15 prochains jours. Les mesures sanitaires restent en vigueur sur l'ensemble du pays, et elles sont renforcées dans les six districts où le coronavirus continue d'être présent. Il s'agit notamment d'Antananarivo Renivohitra, d'Antananarivo Atsimondrano, d'Antananarivo Avaradrano, d'Ambohidratrimo, de Fianarantsoa I et d'Antsirabe.

1. Prolongation de 15 jours de l'état d'urgence sanitaire,
2. Respect des gestes barrières,
3. Port obligatoire des masques et renforcement des sanctions, travaux d'intérêt général, en cas de non-respect de cette disposition,
4. Maintien de l'ouverture du Centre de traitement de Covid-19 du Village Voara,
5. Interdiction des rassemblements de plus de 400 personnes à Antananarivo Renivohitra, à Antananarivo Atsimondrano, à Antananarivo Avaradrano, à Ambohidratrimo, à Fianarantsoa I et à Antsirabe,
6. Transport non autorisé des dépouilles mortelles des personnes décédées de la Covid-19,
7. Interdiction des exhumations,
8. Couvre-feu de minuit à 4h du matin dans les six districts sus-mentionnés,
9. Fermeture des discothèques dans les districts évoqués plus tôt,
10. Possibilité d'organiser des concerts en plein air sauf dans les six districts sus-mentionnés mais dans le respect des mesures sanitaires et des gestes barrière,
11. Maintien de la fermeture des frontières pour les voyageurs internationaux sauf pour les catégories de personnes prévues par le Conseil des ministres,
12. Poursuite des vols domestiques opérés par la compagnie Tsaradia mais tests anti-géniques avant départ pour les passagers au départ d'Antananarivo, à l'arrivée pour les passagers provenant des autres régions,
13. Possibilité pour les gouverneurs de prendre des mesures adaptées à leur localité

#### TRANSPORT MARITIME – La première phase des travaux d'extension du port de Toamasina achevée, la deuxième phase en cours de démarrage



12 juillet 2021



Les travaux d'extension du port de Toamasina sur la bonne voie. Les responsables du projet, notamment la Société du port à gestion autonome de Toamasina (SPAT) et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), principal

bailleur de fonds du projet, annoncent la finalisation de la première phase. Celle-ci consistait en la création de deux espaces d'entreposage de 4 et de 5 hectares ainsi qu'en la fabrication de blocs de béton, communément appelés dolos, permettant de rallonger le brise-lames du port jusqu'à 345 mètres. Ainsi, 3.161 blocs de dolos de 50 et 30 tonnes ont été fabriqués et seront immergés.

Près de 200 ouvriers ont été recrutés pour mener à bien cette première partie du projet. Lancée en Avril 2018 pour une durée totale des travaux estimée à 30 mois, la première phase s'est terminée au bout de 39 mois de travaux. La situation sanitaire du pays a légèrement retardé les travaux.

Les promoteurs indiquent néanmoins que la deuxième phase des travaux a déjà débuté. Celle-ci devrait durer jusqu'en 2026. Elle comprend la construction d'un nouveau quai long de 470 mètres et d'une profondeur de 16 mètres, le revêtement d'un terrain de 10 hectares pour l'entreposage de conteneurs ainsi que l'extension du brise-lames. Une fois tout le projet terminé, la capacité d'accueil du port de Toamasina est prévue tripler. Le port pourra alors accueillir deux bateaux panamax à la fois.

« L'achèvement de cette première phase constitue un point marquant », indique Joël Randriamandranto, ministre des Transports, du tourisme et de la météorologie, le projet étant conforme à la politique nationale de transport maritime de Madagascar. « Avec 639 millions de dollars de financement prévisionnel, ce projet est un des plus prestigieux en Afrique actuellement », se félicite Christian Eddy Avelin, directeur général de la SPAT.

Pour sa part, Shinji Umemoto, représentant résident de la Jica à Madagascar, espère que la fluidité de la circulation sur la Route nationale 2, les opérations douanières et la gestion des stocks s'amélioreront avec la capacité d'accueil du port afin que le projet ait un réel impact.



14 juillet 2021

## De La Rue met sa gamme d'outils de traçage au service du fisc malgache

Après le Covid-19, De La Rue se propose d'aider l'Etat à regarnir ses caisses avec des solutions de traçabilité virtuelle.

L'imprimeur de documents sécurisés De La Rue (billets, passeports, etc) est de retour à Madagascar, où il tente de s'insérer sur de nouveaux marchés. Le groupe britannique ne vise pas de contrat d'édition de monnaie malgache, mais a pris ses premiers contacts avec les autorités en vue de s'imposer comme le nouveau partenaire clé du ministre des finances, **Richard Randriamandrato**. De La Rue compte **offrir ses solutions de traçabilité au gouvernement d'Andry Rajoelina, afin de maximiser les rentrées fiscales et douanières de l'administration.**

L'offre de l'imprimeur intervient alors que la pandémie de **Covid-19** a mis à mal les fonds du gouvernement malgache, qui n'a pas été en mesure de mettre en place le vaste plan de relance prévu depuis plus d'un an (AI du 15/05/20). Si elle parvient à ses fins, De La Rue serait l'une des rares sociétés britanniques, hormis l'australito-britannique **Rio Tinto**, à s'implanter à Madagascar depuis les départs successifs d'**Aggreko** et **BP**, fin 2020 (AI du 23/10/20). La firme compte notamment déployer ses solutions de traçage sur le secteur des télécommunications, où le gouvernement peine à contrôler les déclarations des opérateurs.

De La Rue vise également l'authentification des cigarettes sur le marché malgache, dont les revenus sont parfois sous-évalués. Deux des principaux cigarettiers de la Grande Ile, **Focus** et **Madagascar Tobacco Network** (distributeur de **British American Tobacco**), propriété du groupe **Sipromad** d'**Ylias Akbaraly**, ont récemment fait l'objet d'une enquête de la direction générale des impôts malgache (AI du 04/05/21). Ses agents avaient constaté un important fossé entre les recettes déclarées et les rentrées bancaires des deux sociétés.

# Ile de la Réunion

## Crise sanitaire : le retour du couvre-feu à La Réunion



Emmanuel Macron a annoncé l'instauration de l'état d'urgence sanitaire dès mardi à La Réunion, comme en Martinique. Lors de son allocution ce lundi soir, le chef de l'Etat a indiqué le retour du couvre-feu pour ces deux territoires, en raison de leur situation sanitaire. 13 juillet 2021.

Dans une interview accordée à Antenne Réunion la semaine dernière, le préfet l'avait annoncé, Il n'y a plus de désescalade possible, le ton sera très prochainement durci. "Cela passera par le retour d'un couvre-feu. (...) J'envisage de le faire très vite, si la situation ne s'améliore pas dans les jours qui viennent".

C'est désormais officiel, le chef de l'Etat a déclaré ce lundi soir lors de son allocution : "L'état d'urgence sanitaire sera décrété dès mardi en Conseil des ministres pour la Martinique et La Réunion, avec l'instauration d'un couvre-feu".

A peine deux semaines après sa levée le 1er juillet dernier, La Réunion sera soumise à un nouveau couvre-feu.

Il intervient après une première mise en place de cette mesure le 24 février dernier, alors que l'île franchissait la barre des 100 cas pour 100 000 habitants. Instauré dans un premier temps de 22 heures à 5 heures, il avait été abaissé à 18h00, avant d'être élevé dans le cadre du plan de désescalade, puis levé avec la fin de l'état d'urgence. Quelques mois plus tard, les chiffres de l'épidémie continuent d'augmenter au fil des semaines, avec un taux d'incidence proche de 150/100 000 habitants au dernier bilan. Si les horaires n'ont pas été précisés, ce retour sous couvre-feu en période de vacances impacte une nouvelle fois l'économie locale dans le but de freiner la propagation du virus. Les autorités locales devraient apporter plus de précisions sur les mesures territorialisées très prochainement.



7 juillet 2021.

## L'activité économique recule nettement, mais le pouvoir d'achat résiste

Le projet Comptes économiques rapides pour l'Outre-mer (CEROM) vient de publier le bilan de l'année 2020 pour La Réunion.

L'activité économique recule nettement  
mais le pouvoir d'achat résiste  
Bilan économique de La Réunion en 2020



En 2020, la crise sanitaire de la Covid-19 et les mesures de restrictions mises en œuvre visant à limiter la progression de l'épidémie - confinement, motifs impérieux, etc. - ont bouleversé l'économie réunionnaise. Le recul de l'activité est net à La Réunion : le PIB baisse en volume de 4,2 % en 2020 après une croissance de 2,2 % en 2019. Cette chute est néanmoins deux fois moins forte qu'au niveau national (- 7,9 %). À La Réunion, le recul du PIB résulte de la conjugaison d'une nette baisse de la consommation des ménages et de celle des administrations publiques, d'un investissement en berne et d'une chute sans précédent des dépenses touristiques. Malgré ce contexte économique défavorable, le pouvoir d'achat des ménages progresse de 2,3 %.

En 2020, l'emploi salarié augmente de 2 % : le secteur privé est le principal moteur de cette croissance avec 4 700 emplois créés (+ 2,6 %). L'emploi salarié privé est préservé par les dispositifs d'activité partielle, limitant la perte de revenus des ménages. Si les salaires versés sur le territoire reculent de 1,2 % en 2020, cette baisse est en partie compensée par les indemnités de chômage partiel. Ainsi, fortement mobilisées dans le cadre des mesures d'urgence économiques et sociales pendant la crise sanitaire, les prestations sociales sont très dynamiques et soutiennent le revenu des ménages.

## Bientôt des batteries électriques fonctionnant avec de la vanille ?



5 juillet 2021



De la pâtisserie à l'industrie, y aura-t-il bientôt des batteries électriques à la vanille ? Des scientifiques autrichiens en ont créé à base de vanilline, l'arôme de la vanille. Une chimie douce et écologique. Un procédé destiné aux batteries lithium-ion ou à celles des parcs solaires et éoliens.

Il flotte comme un agréable parfum de vanille dans l'air de Graz en Autriche. Des chercheurs de l'université technique ont fait une découverte étonnante : **la vanilline, un extrait de vanille Bourbon, peut remplacer certains métaux lourds contenus dans les batteries électriques.**

*"On part de cette gousse de pure vanille Bourbon, puis on en extrait la vanilline par une chimie naturelle. Elle remonte en haut du récipient, puis on récupère le concentré liquide, on le sèche et on obtient ces superbes cristaux. Ils vont permettre la production d'énergie."*, explique Georg Rudelstorfer, chercheur à l'Institut des technologies environnementales (TU Graz).

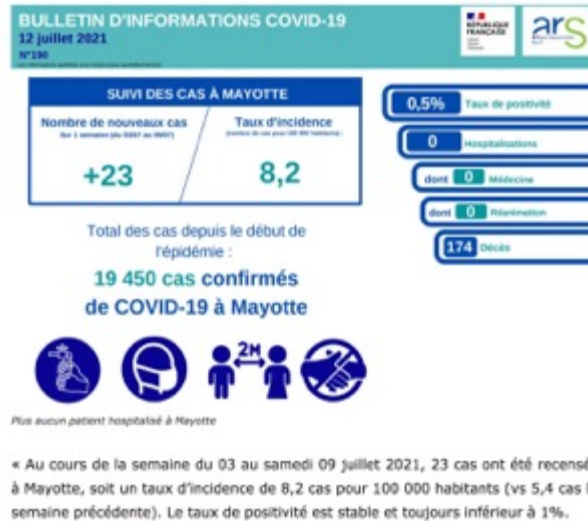


Une bonne odeur sucrée pourrait donc se diffuser à la recharge ou durant l'utilisation des batteries électriques. Mais surtout, la vanille réduirait l'empreinte écologique de la transition énergétique. Les chercheurs autrichiens ont démontré que la vanilline améliore le stockage d'énergie sans pollution.

A la place du lithium et du vanadium *"La clé de la réussite c'est que vous obtenez la création d'une molécule à partir de la vanilline qui favorise le transfert de charge et c'est très facile. La réaction est très rapide, n'utilise pas de chimie polluante et c'est très bon pour la planète car avec la vanilline, on peut remplacer le lithium ou le vanadium, qui composent les batteries, par un matériau propre et renouvelable"*, détaille Stefan Spirk, professeur à l'institut de technologie des bioproduits (TU Graz).

**La découverte des propriétés de la vanille se situe dans la continuité des travaux réalisés au siècle dernier par le plus célèbre étudiant de l'université de Graz. Il s'appelait Nicolas Tesla, l'ancêtre du géant américain des voitures électriques.**

# Ile de Mayotte



6 juillet 2021

océan Indien - N°69  
**outremers 360°**

## L'activité économique de Mayotte fortement impactée en 2020 selon l'IEDOM

**L'Institut d'émission des départements d'Outre-mer (IEDOM) de Mayotte publie ce jour l'Édition 2021 de son rapport annuel. L'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire de la Covid-19 et les mesures de restriction qui ont eu des impacts fortement négatifs sur l'activité économique. Le point avec notre partenaire France Mayotte Matin.**

Les entreprises, dans leur ensemble, ont été fragilisées, rencontrant notamment de sérieuses difficultés de trésorerie. Toutefois, les dispositifs d'accompagnement et les mesures de soutien de l'État (recours au chômage partiel, moratoires sur les dettes fiscales, douanières et sociales) et du secteur bancaire (prêts garantis par l'État, moratoires sur les échéances de prêts), concomitants à un allègement des restrictions fin juin, ont permis à l'économie de Mayotte de s'inscrire pendant une courte durée dans une dynamique de reprise.

Mais, dans un contexte de circulation active du virus conjugué au maintien de certaines restrictions et de visibilité incertaine sur les mois à venir, l'activité est restée fragile. Le manque de confiance des chefs d'entreprise quant à l'évolution de leur activité les a incités à revoir leurs prévisions à la baisse. Pour autant, le dynamisme de l'activité bancaire s'est maintenu : la collecte d'épargne s'est renforcée et le soutien du système bancaire au financement de l'économie a poursuivi sa progression, avec une sinistralité en recul.

Les secteurs d'activité ont été inégalement affectés par la crise sanitaire. Le secteur industriel a souffert d'une conjoncture défavorable toute l'année. Après un premier semestre compliqué, le BTP et les services marchands ont mieux fini l'exercice, avec un redressement de leur activité. Enfin, en dépit du maintien de la consommation des ménages, la redynamisation du secteur du commerce ne s'est pas confirmée.

Les importations de biens pour les entreprises et les ménages ont enregistré une nouvelle croissance, traduisant un maintien global de la consommation en dépit de la crise sanitaire et de l'augmentation des prix. En revanche, la volonté d'investir des entreprises s'est heurtée au ralentissement global de l'activité. Par ailleurs, l'amélioration du marché de l'emploi n'a été qu'apparente : sa formalisation, mise à mal à chaque nouvelle crise, a de nouveau été freinée, nombre de demandeurs d'emploi n'ayant pu mettre à jour leur dossier.

Les problématiques persistantes d'immigration clandestine et d'insécurité ont entretenu un climat social fébrile. Dans ce contexte, pour répondre notamment à la croissance démographique, les enjeux importants de développement demeurent, en particulier en termes d'infrastructures. Ainsi, la relance de l'activité économique dépendra non seulement de l'efficacité des actions et mesures d'accompagnement, mais également des projets engagés par le secteur public pour répondre aux besoins du territoire. --- **Source IEDOM et France Mayotte Matin**



# JDM

15 juillet 2021



## Un « pôle d'innovation » pour ouvrir à Mayotte les portes de la recherche appliquée

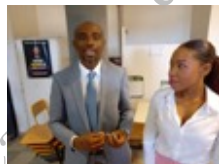
Mayotte entre "dans la cour des grands" selon le recteur Gilles Halbout. Le pôle de recherche et d'innovation qui va être financé par l'Etat à hauteur de 100 000€ vise à créer des produits rentables issus notamment de la pharmacopée mahoraise, notamment des produits médicaux ou cosmétiques.

Mardi matin au lycée Bamana de Mamoudzou, il était question de « Pôle d'Innovation intégré de Mayotte (PI2M) ». Ce projet porté par le Département, le rectorat et l'ADIM a été retenu par le gouvernement, et financé à hauteur de 100 000€ par l'Etat. Mais de quoi s'agit-il ?

Lors du point presse, bien des jolis mots laissaient craindre un projet abstrait. L'on parlait d'émergence, de levier pour le territoire, de synergie, de co-construction, d'impulser une dynamique mais aussi de structuration et de modèles économiques.

Ce pôle concrètement, vise à financer des projets de recherche appliquée, là où rappelle le recteur Gilles Halbout, le CUFR fait essentiellement de la recherche fondamentale (sans forcément la quête d'une application concrète). Un « outil de développement économique » qui permettra selon lui de situer Mayotte « dans la cour des grands. »

L'objectif est de trouver, financer et réaliser des produits commercialisables « et surtout rentables à terme » résume le président du Conseil départemental Ben Issa Ousseni. « Le but c'est de détecter des produits nouveaux, réalisables et commercialisables. Pharmacie et cosmétique peuvent bénéficier de notre biodiversité riche. »



### Pharmacopée et lagon

Ben Issa Ousseni et Fahoullia Mhomamadi

Fahoullia Mhomamadi, du rectorat, précise : « C'est un projet qui a été retenu par les services du 1er ministre pour soutenir l'innovation en outre-mer, le but c'est de détecter les besoins des Mahorais et de développer des projets de recherche et d'innovation utiles au territoire. Nous avons par exemple travaillé sur les plantes médicinales et aromatiques de Mayotte pour générer des produits à forte valeur ajoutée. Cela fait travailler les agriculteurs, les chimistes, et ça crée une nouvelle activité ».

Outre la pharmacopée, l'écotourisme pourrait aussi bénéficier de ce levier, en se couplant à des projets de « restauration et de maintien de la biodiversité en milieu marin »

Le tout s'inscrit donc dans une démarche éco-responsable assure le rectorat dans un communiqué où il rappelle que « Mayotte dispose d'un environnement exceptionnel et d'une richesse naturelle -terrestre et marine- importante. Cette nature présente un réel potentiel en termes de valorisation économique et doit être exploitée dans une politique de développement durable afin d'en assurer une gestion équilibrée. C'est dans ce contexte que les activités de Recherche-Développement et d'Innovation (RDI) sont identifiées comme étant l'un des leviers de développement du territoire ».

## Ile Maurice

### La première dose du vaccin russe, Sputnik V, sera inoculée à Maurice ce lundi



.... 12 juillet 2021...



La campagne de vaccination contre la COVID-19 se poursuit à Maurice avec différents vaccins. Le ministère de la Santé procède à partir de 9 heures ce lundi à l'administration du vaccin Spunik V (Composant I) uniquement au centre de vaccination installé au Castel Warehouse du ministère de la Santé et du Bien-être.

En effet le vaccin devant être préservé à une température de -18°C, la vaccination se fera à proximité de son unité de stockage. Les personnes concernées par ce vaccin sont le personnel de l'éducation, ceux de l'hôtellerie, de l'aéroport et du Port. Ces personnes doivent au préalable s'enregistrer à travers l'Economic Development Board. Le schéma vaccinal comporte deux doses administrées par voie intramusculaire à 21 jours d'intervalle.

Les secteurs de l'éducation et du tourisme sont traités en priorité au sein de la plateforme de l'EDB en ce qui concerne la vaccination contre la COVID-19.

Pour rappel, 60 000 doses du vaccin Sputnik V de l'Institut de recherche Gamaleïa d'épidémiologie et de microbiologie sont arrivées à Maurice à bord du vol AF 6746, de Moscou, le mercredi 30 juin.

### Réouverture des frontières : Turkish Airlines reprendra ses vols sur Maurice



11 juillet 2021



Après Emirates Airlines, c'est au tour de Turkish Airlines de confirmer qu'il reprendra ses vols sur Maurice une fois la réouverture des frontières. Dans un communiqué émis en ce sens, la compagnie d'aviation turque soutient qu'il effectuera un vol entre Istanbul et Maurice chaque semaine jusqu'à fin septembre 2021.

Turkish Airlines réitère son souhait de promouvoir la destination de l'île Maurice à travers les pays d'Europe afin de contribuer à l'objectif de 600 000 touristes visés par le ministère du Tourisme.



. 10 juillet 2021

outremers 360°

### Avec la réouverture des frontières, Air Austral va reprendre ses vols depuis La Réunion

L'île Maurice, qui avait adopté une politique très stricte de contrôle des frontières très rapidement après le début de la pandémie de Covid-19, a annoncé la réouverture progressive de ses frontières à compter du 15

**juillet. Un redémarrage pour l'activité touristique, tout comme pour Air Austral, la compagnie annonce la reprise de ses vols directs depuis la Réunion dès la semaine prochaine.**

Du 15 juillet au 30 septembre, une première phase de réouverture des frontières, et par voie de fait du tourisme, s'opère à l'île Maurice. Des restrictions restent de mise, les voyageurs, même vaccinés, devant se soumettre à un test PCR à leur arrivée, puis au 7<sup>e</sup> et au 14<sup>e</sup> jour sur place.

Si les voyageurs vaccinés pourront bénéficier d'un séjour dans l'un des hôtels certifié « *Safe Travel* » de l'île, leur permettant d'accéder à la plage et à toutes les prestations de la structure, puis d'être libre de tout déplacement après le 14<sup>e</sup> jour sous couvert de test PCR négatif, ceux n'étant pas vaccinés devront en revanche séjourner 14 jours dans leur chambre d'hôtel, une quatorzaine obligatoire avant de pouvoir découvrir l'île.

Dans ce contexte, après plusieurs mois de suspension des vols et avec l'accord des autorités et des aviations civiles françaises et mauriciennes, Air Austral annonce la reprise progressive de ses vols directs entre La Réunion et Maurice. A partir du 16 juillet 2021, la compagnie proposera 2 rotations hebdomadaires, les lundis et vendredis, à bord d'un iconique ATR 72-500. Si Air Austral précise que le programme des vols pourra se voir étoffé en fonction de l'évolution de la situation sanitaire, les vols sont d'ores et déjà ouverts à la vente.

## Indicateurs : les réserves internationales chutent de 4,2%



9 juillet 2021



En un mois, les réserves internationales brutes du pays ont reculé de 4,2 %. A fin juin, ces réserves ont été de 7,27 milliards de dollars contre \$7,59 milliards au 31 mai. C'est ce qui ressort du bulletin mensuel de la Banque de Maurice sur le niveau des réserves, en date du 7 juillet.

Si les réserves ont reculé en termes de dollars, le montant libellé en roupies est en progression, passant de Rs 309,2 milliards à Rs 309,92 milliards. La dépréciation de la roupie vers la fin de juin aura contribué à ces gains à la conversion.

Fin juin 2020, les réserves ont représenté une couverture de 16,9 mois en importations de biens et services. Un an plus tard, la couverture se stabilise à 18,1 mois.



12 Juillet 2021



## Pour la première fois à Maurice : des laitues produites grâce à... l'intelligence artificielle

Chaque conteneur permet de produire entre 4 000 et 5000 "Salanova" grâce à l'IA

Un groupe d'entrepreneurs – comprenant Georges Chung, Beas Cheekooree, Harold Lai, Christna Hosanee, Mario Gébert et Vishal Seeboruth – a lancé pour la première fois à Maurice un projet de *Container Farm*, qui consiste à utiliser l'intelligence artificielle dans un conteneur « *intelligent* » spécialement conçu pour les activités agricoles. « *C'est non seulement une première à Maurice, mais une première dans la région* », souligne Beas Cheekooree.

À Gros Cailloux vendredi dernier en compagnie de membres de son équipe, il explique que les conteneurs sont contrôlés par des logiciels capables d'adapter le taux d'humidité, la température, l'irrigation et la lumière sans l'utilisation de pesticides.



« Grâce à ce système, on peut produire des légumes n'importe où. Dans la cour, sur un parking, etc. Et ce, sans gêner personne », ajoute-t-il. La première récolte de laitues a d'ailleurs lieu ces jours-ci. Chaque conteneur, de 40 pieds chacun, est en mesure de produire 4 000 à 5 000 laitues en six semaines.

« Nous avons choisi de produire des laitues haut de gamme, qui ne sont pas produites à Maurice, à savoir la Salanova. Elles seront dans un premier temps distribuées par un grossiste. Nous espérons pouvoir fournir les hôtels après l'ouverture des frontières et les supermarchés d'ici la fin de l'année », explique pour sa part Harold Lai.

Ce projet nécessitera des investissements de l'ordre de Rs 30 millions et comprendra six conteneurs. Trois autres arriveront prochainement. Georges Chung a accepté de donner davantage de détails sur le projet.

**Georges Chung, vous procédez à une première récolte de laitues. En quoi sont-elles différentes de celles que l'on trouve sur le marché ?** Je ne fais que réaliser ce que j'ai toujours prêché sur ce que la technologie peut faire pour de petits pays comme Maurice pour innover son appareil productif. À savoir changer de fond en comble la manière de produire un bien, agricole ou pas, et dans le même souffle augmenter la productivité de nos ressources rares.

Les laitues que mes amis et moi récoltons en ce moment sont de qualité inédite. Elles sont produites dans des conditions idéales en termes de température, de quantité d'eau et de nutriments. Mais, surtout, elles sont complètement dépourvues de pesticides. En conséquence, ces laitues ont une durée de vie rallongée dans les rayons.

Le pays ne survivra au Covid-19 que si on innove notre machine économique, que ce soit dans l'agriculture ou dans les autres secteurs. Après avoir écrit mon livre, intitulé *Vaccinons notre économie*, au lendemain du premier confinement, dans lequel je fais la part belle sur ce que l'Intelligence artificielle peut faire, on en fait aujourd'hui la démonstration sur le plan pratique.

**Ces conteneurs ont-ils été fabriqués spécialement pour vos besoins ?** Ce sont des conteneurs tout à fait normaux au regard, autrement dit comme vous en voyez tous les jours sur ces camions mastodonte circulant sur nos routes. Sauf qu'ils sont dotés de puissants ordinateurs et de puces électroniques, ainsi que de tuyaux pour canaliser l'eau et les nutriments réglés par les logiciels mis au point par des scientifiques, notamment dans le domaine agricole.

Ces conteneurs sont préfabriqués par leurs inventeurs, dans le cas présent d'origine américaine, puis ont été testés et expédiés à Maurice, avec tous les aléas du voyage par bateau. Les deux conteneurs sont arrivés il y a deux mois plutôt amochés. Nous les avons remis en bonne condition grâce au dévouement de mes amis.

**Comment les avez-vous aménagés ?** Il fallait trouver un endroit sécurisé d'abord. Puis s'assurer que les puces, les tuyaux et les ordinateurs fonctionnent comme il faut. Ensuite se mettre en ligne avec les inventeurs américains avant de mettre en semence les graines de laitues. Deux de mes partenaires très compétents ont parfaitement exécuté tous les protocoles techniques avant d'arriver à cette première récolte après six semaines.

**L'IA peut donc créer un environnement propice pour la production agricole ?** Il n'y a rien d'extraordinaire à comprendre ce qu'est l'intelligence artificielle (IA). C'est une science qui consiste d'abord à recueillir toutes les données par rapport à un projet. Ces données sont ensuite traitées et analysées par des machines informatiques. Plus on leur fournit de données, plus ces machines arrivent à apprendre, jusqu'à vous prédire les solutions optimales.

Pour la première fois depuis des années, il y a de nouvelles opportunités qui attireront les investisseurs à Maurice. Si la terre agricole peut donner lieu à disons 50% de rejets lorsqu'il s'agit de planter des laitues par exemple, l'IA peut les réduire à moins de 10%. Avec la qualité en prime. Comme je vous le disais, on n'a plus besoin de pesticides.

**Outre les semences de laitues, qu'avez-vous utilisé d'autre comme matières premières ?** On a les mêmes besoins que si on semait les graines dans un champ. Pour les arroser, ce sont les tuyaux réglés par l'informatique qui fait le travail. C'est le cas pour les nutriments. Puis ce sont les ordinateurs qui créent le climat idéal, selon la longueur des pousses. L'intelligence artificielle détermine les conditions idéales en amont, puis le protocole à suivre.

**Comment suivez-vous la progression des plantes ?** Il suffit d'une personne ou deux, formées au protocole, pour suivre la progression des feuilles. S'il y a une diversion par rapport au protocole, elle indiquera une erreur quelque part dans la programmation des ordinateurs, qui sera corrigée immédiatement.

## Union des Comores

### A la veille de l'été | Une légère augmentation des cas de Covid-19



# Al-watwan

Le premier journal des Comores

5 juillet 2021.

Deux jours plus tard, le bulletin quotidien du ministère de la Santé annonce neuf nouveaux cas dont trois enregistrés à Ndzuanu. Interrogé sur ce phénomène, le responsable de la communication de la coordination nationale de la lutte contre le Covid-19 fait parler «de cas autochtones».

Depuis près d'une semaine, certains milieux constatent des nouveaux cas dont la progression, quoique légère, inquiète les professionnels de santé. Le pays est passé d'un à deux cas en mi-juin, vers sept cas actifs en ce début du mois de juillet. Ces cas ont été tous recensés dont trois à Ndzuanu et le reste à Ngazidja.

Deux jours plus tard, le bulletin quotidien du ministère de la Santé annonce neuf nouveaux cas dont trois enregistrés à Ndzuanu. Interrogé sur ce phénomène, le responsable de la communication de la coordination nationale de la lutte contre le Covid-19 fait parler «de cas autochtones ». « Nous n'avons jusque-là pas trouvé de cas importés, ce sont des cas autochtones. D'ailleurs, le cas admis à Samba est sous oxygène. Nous sommes en train d'analyser les causes de cette hausse », déclare le Dr Djabir Ibrahim.

Selon son dossier médical, le patient, qui n'a pas été encore vacciné contre la Covid-19, est âgé de 65 ans et est sous assistance respiratoire. Le Dr Djabir Ibrahim avait annoncé lors d'une conférence tenue à El-Maarouf la semaine dernière, que plusieurs cas sont détectés chez les personnes qui désirent voyager et effectuent le test Pcr.

Le chef de l'Etat a signé récemment un décret assouplissant les mesures restrictives relatives à la lutte contre le coronavirus.

Ce décret autorise les célébrations des cérémonies de mariages «dans un cadre familial et dans un lieu privé, pour un maximum de 50 personnes. Les cérémonies religieuses et culturelles (Hawuli, Tahalili, Hitima, Mawulida, Dayira...) et autres évènements, culturels et festifs sont soumis aux mêmes conditions de l'alinéas ci-dessous», peut-on lire dans ce document. Le troisième article du même décret autorise les compétitions dans les sites sportifs.

Toutefois, le nombre de spectateurs maximum ne peut pas dépasser le tiers de la capacité d'accueil du site. De même, les athlètes participants aux compétitions sportives et les spectateurs non vaccinés, doivent présenter un test RT-Pcr négatif de 72 heures ou un test antigénique négatif réalisé sur place. Par ailleurs, le 6e article précise que «les mesures prescrites par les textes antérieurs relatifs à la lutte contre la propagation de la Covid-19, qui ne sont pas contraires aux dispositions du présent décret restent applicables».

### Vaccin Sinopharm 7% de la population «vaccinée au niveau national»



12 juillet 2021...

# Al-watwan

Le premier journal des Comores

«Nous avons conseillé le gouvernement à ne pas autoriser les mariages et les grands rassemblements avant d'avoir vacciné les 60% de la population nous permettant d'atteindre l'immunité collective», dit le Dr Djabir Ibrahim.

Le responsable de la communication de la coordination anti-Covid, le Dr Djabir Ibrahim, a, lors d'une conférence tenue à El-Maarouf organisé au centre de vaccination du Chn, remercié la population qui a «adhéré, d'une manière exceptionnelle, à la vaccination». Le médecin a également salué la diplomatie et le combat mené par le gouvernement contre cette maladie.

Selon le Dr Djabir Ibrahim, l'objectif fixé par le gouvernement est atteint. «7% de la population est vaccinée lors du premier passage. Et pour atteindre l'immunité collective, il faut vacciner 60% de la population», dira-t-il. Il ajoutera

qu'«il reste un peu plus de treize mille doses que nous allons ajouter au trois cent mille autres prévues pour la seconde cohorte». Et d'expliquer que lors de cette première phase, il est prévu la vaccination de 43 000 personnes et les doses restantes ont été assimilées à des pertes. Comme il n'y en a pas eu, elles seront utilisées à l'occasion de la seconde cohorte, « avec les 300 000 doses, plus les pertes, nous serons autour de 30% de la population ciblée vers le mois d'août».

Pour le Dr Djabir Ibrahim, ce n'est plus le moment de demander l'autorisation des grands mariages ni les grands rassemblements. « Nous avons conseillé le gouvernement de ne pas autoriser l'organisation des grands mariages et les grands rassemblements avant d'avoir vacciné les 60% de la population. Nous espérons boucler la vaccination d'ici décembre », déclare-t-il.

### **Bien armée pour une troisième vague**

Dans son cri d'alarme, le médecin a rappelé que «lors de la seconde vague, ce sont les localités elles-mêmes, qui ont bloqué l'accès à cause de la gravité de la maladie et lors de la deuxième vague, nous sommes intervenus pour faire sortir des corps et c'est révoltant». Le responsable de la communication rappelle que la maladie est toujours là. Des cas positifs sont détectés chez les personnes qui voyagent. Il tient à sensibiliser la population et appelle au respect et au renforcement des mesures barrières.

Il déclare que la coordination est prête à faire face à une troisième vague, si jamais elle arrivait. Que ce soit en ressources humaines, en matériel ou en transport. «Nous sommes passés de trois à quatre anesthésistes réanimateur à Ngazidja plus ceux qui sont à Mwali et Ndzواني. Pour le diagnostic, les trois hôpitaux qui prennent en charge les malades à Covid sont équipés de GenXpert, un Pcr sera bientôt installé à Ndzواني et un autre à El-Maarouf. Un scanner sera bientôt disponible dans pays», dit-il. De même, 1500 bonbonnes de réserve d'oxygène sont disponibles.

Pour le transport, deux ambulances sont disponibles à El-Maarouf, un autre à Samba plus ceux qui sont à Mwali et à Ndzواني. «Notre objectif est de limiter les évacuations sanitaire liées à la Covid. Et pour ce faire, il faut une prise en charge adaptée et efficace et les efforts ont été déployés». Pour le Dr Djabir Ibrahim, la possibilité d'autoriser les grands mariages et les grands rassemblements est envisageable, sous réserve que le dépistage massif soit effectué pour connaître le taux de positivité.



12 juillet 2021



### **Les Comores s'insurgent contre les propos de l'ambassadeur français "président" de la COI...**

La France a pris la présidence de la Commission Océan Indien il y a quelques jours (7 juillet) et à l'occasion de sa prise de fonctions, l'Ambassadeur de France auprès de la COI a souligné parmi les axes de développements et les programmes à venir, l'appartenance de Mayotte à la France. La phrase suggérerait donc sans beaucoup d'ambiguïté, que l'île ferait partie des politiques régionales à venir.

Pour mémoire, la COI est portée par Maurice qui abrite le Secrétariat Général et surtout par la France qui en assure le fonctionnement et le financement des programmes grâce aux fonds de l'UE destinés à la coopération régionale.

Il n'en fallait pas plus pour faire bondir les Comores et de certains de ses médias qui voient là une position dominante de la France au sein de la COI. Alors les menaces commencent à fuser, notamment à travers les jeux des îles de l'Océan Indien.

«Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le nouveau Secrétaire Général de la COI doit se préparer à trouver les Comoriens devant lui. Il devrait aller prendre conseil chez Patrick Kranner, ancien ministre français du Sport, qui a vu tout un peuple se soulever suite à sa décision de faire

défiler les athlètes mahorais avec le fanion français, lors des Jeux des îles de l'Océan organisé à l'île de La Réunion de 2015." (...) "Les propos à l'emporte-pièce de Marcel Lescure, cet ambassadeur d'une autre époque, soutenu par Velayoudom Marimoutou, nouveau Secrétaire Général de la COI, amènent tout Comorien à se poser la question suivante : Mais diantre à quoi sert la COI ? En posant la question de cette manière, on imagine aisément que la réponse ne peut être que négative. Aussi, avec la prochaine organisation des jeux des îles, les Comores vont devoir une fois de plus subir des pressions pour l'intégration de l'île comorienne de Maoré dans cette organisation régionale" s'emporte la Gazette des Comores qui mélange tout et n'importe quoi.

Bref, il faudra voir à l'usage la progression du dossier de Mayotte au sein de la COI, mais le combat est loin d'être gagné...

**Al-watwan**  
Le premier journal des Comores

14 juillet 2021.



### Jacqueline Bassa-Mazzoni face à la presse : « Construire ensemble un destin commun »

À quelques jours de son départ définitif des Comores, l'ambassadrice de France a insisté sur les liens inébranlables entre les peuples comorien et français ainsi que le partenariat intarissable des deux gouvernements. Jacqueline Bassa-Mazzoni s'est montrée satisfaite du travail accompli ces quatre dernières années, précisant que la France poursuivra sa coopération aux Comores et se montrera volontiers à travailler avec les autres partenaires dans un esprit de complémentarité pour relever les défis de l'archipel.

L'ambassadrice de France aux Comores a convié, hier à son domicile de Vwadjuu, cinq médias de la place pour échanger ensemble sur des éléments du bilan de son mandat aux Comores. Jacqueline Bassa-Mazzoni a fait le tour de la coopération bilatérale, revenu sur «la nouvelle dynamique» engagée par les deux pays et réaffirmé la volonté de la France à accompagner le peuple et le gouvernement comoriens à réussir la nouvelle feuille de route des deux pays. La diplomate estime que les deux Etats sont tous-intérêt à travailler main dans la main pour surmonter ensemble les défis et poser «des bases solides» de partenariat dans les domaines prioritaires avec comme seul et unique but «d'améliorer le mieux-être de la population». Et justement, Jacqueline Bassa-Mazzoni s'est attelée à défendre les projets contenus dans le Plan de développement France-Comores (Pdfc).

« On a vraiment à cœur d'expliquer que tous ces projets, c'est pour la population comorienne. C'est pour améliorer le mieux-être de la population dans tous les domaines prioritaires définis », a-t-elle rappelé, ajoutant que tout cela vise à éviter aussi «les trafics humains et d'inciter les gens à aller mourir en mer». Le montant total alloué à ce plan est estimé à 150 millions d'euros (73 milliards de francs comoriens dont une bonne partie affectée dans la santé et l'insertion professionnelle des jeunes à travers des projets dans l'agriculture et l'environnement).

**Des opportunités d'emplois** - L'ambassadrice se montre beaucoup plus attachée à des politiques novatrices qui puissent offrir des opportunités d'emplois aux jeunes aux Comores et des conditions essentielles pour disposer d'un système de santé efficace au profit de toute la population comorienne. «Une bonne partie des fonds va servir au financement de projets dans les secteurs de la santé, de la formation et de l'insertion professionnelle», a-t-elle expliqué.

Au niveau de la santé, la France, d'après son ambassadrice, souhaite mettre en place «cinq hôpitaux pilotes sur les trois îles» en plus des actions ciblées pour accompagner la politique sectorielle et soutenir les efforts du gouvernement comorien visant à améliorer l'offre des soins. «Des professionnels de santé vont appuyer ce volet, il y aura la formation, il y a une volonté de restructurer le système de santé, il y a le secteur des grands brûlés, le secteur des urgences, de la dialyse, les maladies non transmissibles, les évacuations sanitaires et la coopération pour la maladie mentale», a expliqué Jacqueline Bassa-Mazzoni.

La diplomate reconnaît la perte d'influence de la France sur le terrain et que cela a été «une préoccupation de mon gouvernement» mais elle précise que «l'objectif ce n'est pas d'être le numéro un avant la Chine, les Emirats, les Etats-

unis, tous les partenaires sont les bienvenus» mais son pays veut tout simplement «prolonger cette relation bilatérale particulière et privilégiée que nous avons eue ensemble depuis des décennies». La France, dira-t-elle, poursuivra sa coopération aux Comores et se montrera volontiers à travailler avec les autres partenaires dans un esprit de complémentarité pour relever les défis de l'archipel.

S'agissant du manque de visibilité de l'action française aux Comores, Jacqueline Bassa-Mazzoni affirme avoir fait «le même constat» mais affirme que des actions de communication seront engagées. «Ce plan de développement France Comores a été mis en place pour justement remédier à cet état de fait pour présenter la coopération française dans son ensemble», a-t-elle indiqué. Côté éducation, l'ambassadrice parle également de «trois lycées d'excellence» avec comme ambition de promouvoir une offre de formation professionnalisante. «Nous souhaitons l'introduction des filières techniques, il faut une variété de métiers pour éviter de laisser sur le bord de la route des jeunes sans éducation, sans diplôme, il faut les orienter vers des filières dont le pays a besoin», a expliqué Jacqueline Bassa-Mazzoni, citant, l'urgence de mettre en place «le Certificat d'aptitude professionnelle (Cap), le brevet professionnel, le bac professionnel, des techniciens qualifiés, des ingénieurs car le pays en a besoin».

L'ambassadrice a annoncé «le service civique d'aide à l'insertion» qui aurait pu aider, selon elle, à la création de centaines d'emplois au profit de jeunes comme ce fut le cas dans d'autres pays comme la Guinée où «4000 emplois» avaient été créés. Pour autant, la diplomate se montre confiante quant à la concrétisation de ce projet. «Je ne suis pas pessimiste, il y a des difficultés techniques, les choses ne peuvent pas se mettre en place d'un jour à l'autre, nos deux gouvernements vont poursuivre pour la mise en place de ce service civique d'aide à l'insertion», a-t-elle souligné.

Jacqueline Bassa-Mazzoni n'a pas caché toutefois sa méfiance à l'égard des pseudo-investisseurs, «de beaux parleurs» venus avec «trop d'annonces,... qui promettaient monts et merveilles» mais qui, au final, «on ne le revoyait plus». Elle est notamment revenue sur le projet d'énergie solaire aussitôt annoncé et aussitôt fait, en parlant de la centrale photovoltaïque de Fumbuni (Lire page 7). «C'est un exemple, mais c'est que je veux dire, c'est qu'on l'a dit et on l'a fait. Les investisseurs, les beaux parleurs doivent faire la même chose», dit-elle, ajoutant que les autres projets dans le secteur de la justice et le genre vont se poursuivre.

### **Le visa Balladur**

Revenant sur les projets dans le secteur de l'eau, l'ambassadrice de France évoque «des problèmes techniques» qui ont probablement retardé leur exécution mais souligne également des soucis liés à la gouvernance avec la création récente de la Sonede et surtout des problèmes au niveau de la maintenance des infrastructures hydrauliques. «Si les projets d'adduction d'eau de l'Afd ne sont pas entretenus, deux ou trois ans après, ce ne sera pas utilisable, il faut partir sur des bases saines et que cela profite efficacement et durablement aux usagers», a-t-elle nuancé.

Au sujet de Mayotte, la diplomate a défendu la position de son pays mais estime «qu'on ne peut pas se figer sur des positions dogmatiques», se félicitant de «la sage décision» du gouvernement comorien qui a «su lâcher le recours systématique aux institutions internationale pour dénoncer et mettre la France au pilori». Pour elle, «il faut discuter et parvenir à des solutions. On se donne la main, on essaie de construire ensemble un archipel meilleur, améliorer le bien-être de la population».

Jacqueline Bassa-Mazzoni a exclu toute éventualité de suppression du visa Balladur mais se montre favorable à «des mesures d'assouplissement» pour faciliter «les échanges sportifs, culturels et économiques». Mais, pour y parvenir, «il faudra d'abord réduire l'écart de développement» entre Mayotte et les trois îles. «C'est pourquoi, nous y travaillons pour construire un destin commun.

Le Document cadre de partenariat (Dcp) dont l'un des volets et le Plan de développement France-Comores (Pdfc) va dans ce sens, nous voulons améliorer les conditions de vie de la population et assurer l'efficacité du système de santé, nous y travaillons toujours à travers le Pdfc», dit-elle, promettant d'émettre des recommandations dans ce sens à l'attention de son successeur attendu théoriquement en septembre prochain.



# Seychelles

## Les Seychelles voient le nombre de visiteurs multiplié par 6 au 2e trimestre



12 juillet 2021



**L'augmentation du nombre de visiteurs en provenance de Russie est attribuée au retour d'Aeroflot en avril avec des vols deux fois par semaine, qui ont désormais été portés à trois fois par semaine. . (Seychelles Tourism Board)**

Les Seychelles ont connu une hausse dans l'arrivées de visiteurs par six du premier trimestre au deuxième, une augmentation qu'un haut responsable du gouvernement a qualifiée d'encourageante.

Selon les chiffres publiés par le Bureau national des statistiques cette semaine, 43 659 visiteurs sont arrivés aux Seychelles au cours du deuxième trimestre 2021, contre 6 785 au premier trimestre.

De mai à juin, la Russie était en tête de liste des visiteurs venant aux Seychelles avec 11 328, soit 26% du total. Viennent ensuite les Émirats arabes unis avec 6 359 ou 15 % du total, suivis d'Israël avec 5 746 visiteurs.

L'augmentation du nombre de visiteurs en provenance de Russie est attribuée au retour d'Aeroflot avec des vols deux fois par semaine en avril, qui ont été portés à trois fois par semaine. Emirates, la première compagnie aérienne à revenir aux Seychelles lors de la réouverture de l'aéroport, a stimulé les arrivées en provenance des Émirats arabes unis tout en accélérant la connectivité à son réseau en expansion.

Sherin Francis, secrétaire principale au tourisme, a déclaré vendredi à la SNA que l'industrie du tourisme vient de loin.

Les Seychelles ont ouvert leur frontière aux visiteurs au mois de mars pour relancer leur secteur du tourisme, qui a été gravement touché par la baisse des voyages due à la pandémie de COVID-19. "Notre industrie a connu des moments difficiles en 2020 lorsque l'aéroport a été fermé. De zéro visiteur à environ 500 par jour, la croissance progressive du nombre d'arrivées est encourageante pour les partenaires touristiques", a déclaré Mme. Francis.

Traditionnellement, les principaux marchés pour les visiteurs aux Seychelles étaient européens, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'Irlande du Nord ayant attiré le plus grand nombre de **touristes** au cours des cinq dernières années. De nombreux visiteurs sont également venus des Émirats Arabes Unis et de l'Inde. "Nous sommes convaincus que les chiffres continueront d'augmenter alors que nous travaillons de manière persistante avec nos partenaires sur tous les marchés pour garder notre destination visible et attrayante. Nous sommes également reconnaissants envers nos partenaires aériens qui sont restés fidèles à notre destination", a déclaré Mme. Francis.

Elle a ajouté qu'avec "le retour d'Edelweiss en juillet, l'augmentation de la fréquence de Qatar Airways, l'arrivée d'Air France et Condor attendue en octobre et les nombreux charters, nous contribuons à garder la destination Seychelles accessible aux voyageurs".

**Le FMI accepte d'aider les Seychelles avec un plan de réforme économique de 107 millions de dollars**



7 juillet 2021

*Liberty House où est situé le ministère des Finances*

Le Fonds monétaire international (**FMI**) a conclu un accord de 107 millions de dollars dans le cadre de la facilité de fonds élargie pour aider à soutenir le programme de **réforme économique** des Seychelles.

L'annonce a été faite mercredi lors d'une conférence de presse au cours de laquelle des hauts responsables du gouvernement ont donné des détails sur les réformes économiques que les Seychelles mettront en œuvre et qui sont soumises à l'approbation par la direction du FMI.

Le ministre des Finances, Naadir Hassan, a déclaré que la situation économique des Seychelles est dans un mauvais état et qu'une réforme est nécessaire pour assurer l'avenir à long terme du pays. "La discussion entre le gouvernement des Seychelles et le **FMI** a été longue et compliquée, compte tenu de la situation financière du pays et des répercussions de la pandémie de COVID-19 et de l'économie mondiale", a-t-il déclaré. « Le gouvernement doit mieux gérer ses dépenses, ce qui signifie que des réformes sont nécessaires pour s'assurer que le gouvernement devienne plus discipliné avec ses finances, ce qui signifie qu'il faudra faire plus avec moins », a ajouté le ministre.

Certaines des mesures à prendre dans le cadre de la **réforme économique** comprennent l'amélioration de la viabilité de la dette des Seychelles, l'environnement des affaires et la réforme de l'administration publique.

Le secrétaire d'État aux Finances, Patrick Payet, a déclaré lors d'une présentation qu'il n'y aura pas besoin de licenciement au sein du secteur public, mais qu'il n'y aura pas de nouveaux recrutements.

Il a déclaré qu'il est également nécessaire de mettre en place des programmes de remise à niveau pour garantir que le secteur public fonctionne avec une efficacité maximale.

De son côté, la chef de mission du **FMI** aux Seychelles, Boriana Yontcheva, a souligné l'impact positif que la réouverture des Seychelles au tourisme a eu sur les perspectives économiques de la nation insulaire. "Alors que les Seychelles menaient le monde dans leurs efforts de vaccination et rouvraient leurs frontières le 25 mars, les touristes sont revenus et l'activité économique a commencé à reprendre", a-t-elle déclaré.

Mme. Yontcheva a ajouté que "le PIB devrait augmenter de 7,7% en 2021. Le déficit du compte courant devrait se réduire à 22% du PIB en 2021 avec la reprise des recettes touristiques".

Ces commentaires reflètent également les dernières notes de Fitch, publiées en mai 2021, dans lesquelles les Seychelles ont reçu la note « B » avec une perspective stable.

Plusieurs réformes à la Banque centrale des Seychelles (CBS) feront partie du programme. Cela comprend la modernisation du système financier et l'amélioration du cadre réglementaire et de surveillance, le renforcement de la base juridique du Comité de stabilité financière et l'adoption de services financiers innovants, conformément au programme d'économie numérique du gouvernement. « Les travaux que la Banque centrale doit faire étaient déjà en place, mais nous devons maintenant les mettre en œuvre plus tôt », a déclaré Caroline Abel, la gouverneure.

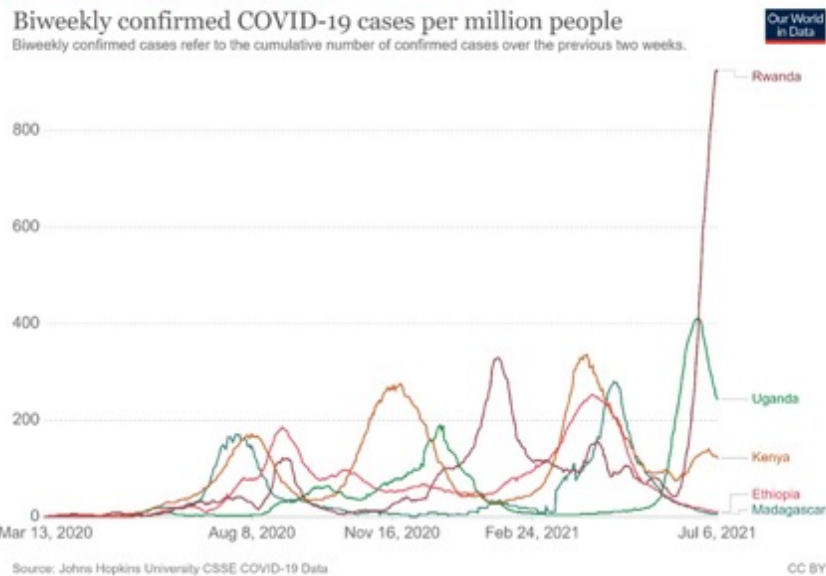
"Maintenant, nous devons nous assurer que notre cadre de politique monétaire est efficace et que le marché des changes fonctionne bien et si le CBS doit intervenir, nous devons disposer des outils nécessaires pour le faire sans affecter le prix", a-t-elle ajouté.

La dernière fois que les Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental, se sont lancés dans une **réforme économique**, c'était en 2008. Le programme de réforme macroéconomique avec l'aide du **FMI** visait principalement à remédier aux graves difficultés de la balance des paiements et de la dette extérieure.

# Afrique et Océan Indien



## Evolution de la situation sanitaire



Sur la semaine allant du 29 juin au 6 juillet, le nombre de nouveaux cas a diminué en Ethiopie, passant de + 656 à + 561. Au Rwanda, la hausse ralentit mais la situation reste préoccupante, passant de + 5 902 cas à + 6 081 sur la semaine. En Ouganda, la situation s'améliore doucement, passant de + 6 033 cas quotidien à + 5 120 sur la semaine grâce aux mesures de confinement décrétées par le gouvernement.

## ZLECAf: bilan des négociations de l'Accord

Alors que les échanges commerciaux dans le cadre de la ZLECAf auraient officiellement débuté au 1<sup>er</sup> janvier 2021, aucune annonce officielle n'a été faite concernant la conclusion des négociations portant sur le commerce des biens et des services (phase I), initialement prévue en juin 2021. En effet, bien que des accords aient été trouvés pour 86,0 % des lignes tarifaires, des blocages persistent concernant les règles d'origine de certains produits (poissons, sucre et pièces de l'industrie automobile). Une 2<sup>ème</sup> phase de négociations, relative aux investissements, au droit à la concurrence, à la propriété intellectuelle et au e-commerce, devrait débuter début juillet 2021 avec une échéance prévue pour décembre 2021.

## Projet maritime financé par la Banque Mondiale pour améliorer la connectivité inter-îles

Lors d'un atelier organisé par le ministère du transport maritime avec l'appui de la Banque Mondiale, différents projets d'amélioration de la connectivité inter-îles de l'Archipel de l'Union des Comores ont été évoqués. Ces projets devraient être financés par un investissement de 40,0 MUSD soutenu par la Banque Mondiale. Dans cette enveloppe, 24,0 MUSD seront investis pour la construction du port de Bangoma. Celui-ci devrait mesurer 130,0 m de long pour 120,0 m de large et disposer de dispositif de brise-vague. 5,0 MUSD devraient également être investis pour l'achat de bateaux rapides permettant de lier Bangoma aux ports secondaires de Chindi et Hoani.



## Cap Business Océan Indien : un observatoire régional en vue d'adresser les challenges dans la région



14 juillet 2021

La mise en place d'un observatoire régional de la connectivité, du fret et de la logistique maritime pourrait selon Cap Business Océan Indien renforcer le dialogue entre le secteur public et privé.

C'est là un besoin essentiel au moment où le coût du fret augmente et face aux défis économique et social des îles situées dans la partie sud-ouest de la région. Pour Éric Magamootoo, la connectivité maritime est devenue un aspect primordial pour les économies insulaires. Le Secrétaire général de Cap Business Océan Indien s'inquiète de la constante hausse du coût du fret qui se profile. « Il y a une accélération de la croissance mondiale, qui exerce une pression sur la demande ; la pénurie des conteneurs ; et l'indisponibilité des porte-conteneurs dans la région. L'entrée en vigueur de nouvelles normes environnementales relatives aux émissions de carbone impactera aussi les coûts. Il est donc urgent que les secteurs public et privé réfléchissent ensemble à des solutions durables pour renforcer leur résilience. D'où l'idée de mettre en place un observatoire régional de la connectivité, du fret et de la logistique maritime. Nous donnerons la priorité à ce projet au cours des mois à venir, et ce conformément à la motion adoptée par notre assemblée ordinaire », argue Éric Magamootoo.

Cependant, des facteurs comme l'implication des grandes compagnies maritimes, la qualité du dialogue entre les secteurs privé et public, l'investissement du secteur privé régional, de même que la hausse du volume des échanges dans la zone océan indien, seront déterminants dans la réussite de cet observatoire.



# Entrepreneur(s) à l'honneur



JULY 2021 CIAB MAGAZINE ISSUE 5

**We would like to start this interview by looking at your origin story. Please give us an overview of your background, career journey, when and how you got into entrepreneurship?**

**Nicolas:** I have been an entrepreneur since I was 18 years of age. I created a representative office in the France Textile industry, as my parents worked in this industry. Back in 2000, I realised I wanted to work in the Dot Com industries.

I started working in a Web agency in 2004 and quickly built my first Company, a marketplace in the BPO and Call Centre industry. This startup was sold, 5 years after I launched it.

I did a few consultancy jobs for companies operating in the Internet space and decided to move with my family to Mauritius island, after that.

**Have you been influenced by any business leaders, past or present, and how?**

**Nicolas:** Few of my clients and partners have influenced me. I like working with smart people and learn from others. I read a lot of biographies of successful business leaders.

In my industry Fred Swaniker, a great African leader definitely had some influence on me. He is the founder of the African Leadership University.

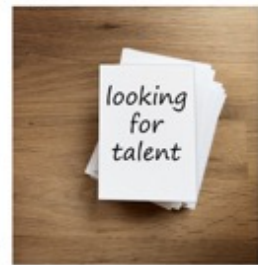
**What would you say has been the challenge to your entrepreneurial journey to date?**

**Nicolas:** To be an entrepreneur is stressful, you always need to be positive and believe in what you do, always focussing on what you do.

When entrepreneurs start a new business, they need to take care of cash flow management, hiring employees, time management, delegating tasks, choosing what to sell, marketing strategy, etc. These are all challenge they have to face and overcome.

**What advice do you have for aspiring entrepreneurs and business leaders that are looking to launch or scale their business?**

**Nicolas:** I would advise that you start with a proof of concept, make your first dollars and then scale your business based on your market feed back.



CIAB MAGAZINE www.changeinfric.com

JULY 2021 CIAB MAGAZINE ISSUE 5

**Where did the idea for Talenteum come from, and what problem or opportunities is it capitalising on?**

**Nicolas:** On one hand we have a Talent crisis around the world and a gap of 85 million skilled workers as of 2030. On the other hand we have unemployed qualified talents in Africa, half of which are unemployed graduates.

Our solution is to bridge the gap between these two issues. Talenteum.com is an ecosystem platform for remote work matching, and recruitment of talents on behalf of our clients.

**In terms of value proposition, what is unique about Talenteum that makes it different from other platforms such as Freelancer.com, Fiverr and Upwork?**

**Nicolas:** Talenteum is a Pan African platform designed to help companies employ remote-working local teams worldwide and mainly in Africa.

It handles local employment compliance, payroll, human resource support, and benefits from international teams, enabling clients to productively hire and manage full-time personnel internationally. We offer long term jobs to people in Africa with international companies.

**What is the operating business model of Talenteum in terms of revenue generation?**

**Nicolas:** We are like a SAAS platform, our clients pay a monthly fee to source and hire on their behalf.

**How is work delivered by remote workers in Africa, quality assured and monitored?**

**Nicolas:** We only hire top talents mainly in white collars roles, they are independent and they know what to deliver.

We are from a "Talent economy" and not from a "Gig Economy". We do not need to monitor the job done or this is done directly by our clients.

**With the recent uptake of cybercrime, ransomware and hacking, how does Talenteum ensure their client's work are protected from data breach?**

**Nicolas:** Our clients already have their own rules for their Security and then they apply it for Remote Work worldwide.



CIAB MAGAZINE www.changeinfric.com

JULY 2021 CIAB MAGAZINE ISSUE 5

**What impact has the COVID 19 pandemic had on Talenteum?**

**Nicolas:** The pandemic made businesses reinvent they way they work, so it was positive for us. You can imagine the impact this was for us, a real market in front of us now. Shifting to remote work is both a measure to protect employees' health and for operations to continue, it is a big challenge for companies who have never worked this way before. In a state of emergency, they are having to quickly reorganise or create new systems in order to work remotely everyday.

**What is Talenteum's current geographical reach and plans for expansion?**

**Nicolas:** Our Headquarter is in Mauritius and we have talents in 17 countries across Africa. We now have to establish entities in each African country over the coming next years. Our Clients are mainly in Europe and USA.

**We have come to the end of the interview, and would like to thank you for participating in this Q&A session.**

**Nicolas:** Africa is the future of the world's economic growth, Invest in Africa, Invest in Talenteum.com.



CIAB MAGAZINE www.changeinfric.com

Review



# Catherine Dubreuil parmi les 100 young leaders de la French-African Foundation



Le 02/07/2021

**Catherine DUBREUIL, Administratrice en charge de l'Île Maurice au bureau du Carrefour des Entrepreneurs de l'Océan Indien**

La CCI France Maurice tient à féliciter Catherine Dubreuil pour sa nomination au 100 young leaders de la French-African Foundation. Cette nomination est vraiment méritée compte tenu de ses compétences et aussi des efforts importants qu'elle a accomplis pour la Chambre en tant qu'ancienne présidente.

Portée par l'ambitieux programme Young Leaders ayant vocation à faire émerger les talents des deux continents, la French-African Foundation distingue les plus éminents représentants d'une nouvelle génération désireuse de montrer son savoir-faire tout en œuvrant à la modernisation de la relation franco-africaine.

REVUE DE PRESSE REGIONALE éditée par le Bureau du CARREFOUR des ENTREPRENEURS de l'OCEAN INDIEN



**SEUL on va parfois plus vite ; ENSEMBLE on va souvent plus loin**